



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



La Poste
PIC de
Lille

le 27 novembre 2023

ÉTAT D'ISRAËL ASSASSIN, ÉTATS IMPÉRIALISTES COMPLICES

La trêve a démarré vendredi dernier pour cinq jours. Un moment de répit bien trop bref pour les populations civiles. Les photos et les vidéos qui nous arrivent mettent des images sur des massacres d'une ampleur inouïe, dont la logique ressemble à celle d'un génocide.

Les bombes n'ont rien épargné, ni personne. Presque quinze mille habitants ont trouvé la mort, dont quasiment une moitié d'enfants. Les hôpitaux sont éventrés et ceux qui tiennent encore debout ne fonctionnent plus, faute de carburant et d'électricité. La moitié des bâtiments serait en ruine.

Le gouvernement israélien prépare une nouvelle offensive

Le gouvernement d'extrême droite israélien a tergiversé avant d'accepter la trêve avec le Hamas. Et pour cause ! Interrompre la guerre pour libérer des résidents d'un kibboutz plutôt laïc et marqué à gauche, des jeunes fêtards et des travailleurs d'origine thaïlandaise, ça avait de quoi rebuter les colons et les religieux au pouvoir. Ce qui les a finalement convaincus, c'est la promesse qu'ils se sont faite de reprendre l'attaque de plus belle à la fin du cinquième jour !

Ce que veut le gouvernement au pouvoir en Israël, c'est la guerre totale pour continuer le processus de colonisation. De son point de vue, la trêve, qu'elle dure cinq jours ou un an, n'est qu'une pause entre deux effusions de sang. Les grandes puissances impérialistes laissent faire, car elles comptent sur l'État d'Israël pour faire la police dans la région. Il n'y aura pas de paix sans renversement de ce système capitaliste qui maintient dans l'oppression les populations palestiniennes et qui sème la guerre à travers tout le Moyen-Orient.

Et ici, les attaques continuent contre ceux qui expriment leur solidarité

En France, le gouvernement tente de faire passer tout soutien aux Palestiniens pour de l'antisémitisme. Il espère imposer le silence, voire la résignation. À Grenoble, après une campagne du Crif, une réunion publique du NPA intitulée « Israël assassin, impérialistes complices » a été interdite par la préfecture. À Paris, des organisations violentes d'extrême droite sionistes, la LDJ et le Bétar ont tenté une incursion dans la manif contre les violences faites aux femmes, assimilant par leurs mots d'ordre les manifestantes et manifestants au Hamas.

Au fond, leur argument est que toute critique de l'État d'Israël, militariste et colonial, est une attaque contre les Juifs en général. Mais assimiler l'ensemble d'un peuple, dont une partie crie d'ailleurs « pas en notre nom ! » à propos des massacres, à la classe dirigeante israélienne, n'est-ce pas un peu... raciste ? Que dirait-on de celui qui amalgame toute une population avec quelques dirigeants, par exemple, les Russes avec Poutine ou les Français avec Macron ?

Le raccourci imposé par le gouvernement est en fait antisémite. Il vise à écraser sous un tombereau d'accusations tous ceux qui expriment leur solidarité avec les Palestiniens. Macron ne veut pas voir à Paris 300 000 personnes dans les rues comme à Londres, il ne veut pas que les universités françaises s'agissent comme les universités américaines. Il voudrait que tout le monde marche au pas.

Mais nous, travailleurs et travailleuses, ne marcherons pas. En manifestant, en nous organisant, en faisant entendre une autre voix, la nôtre, nous les gêrons. Sur ce sujet-là comme sur tous les autres qui nous préoccupent, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Les organisations politiques de gauche et les confédérations syndicales sont aux abonnés absents, car elles refusent, au mieux, d'engager le bras de fer avec le gouvernement, et au pire, n'ont avec lui, au fond, que des nuances et des différences d'appréciation. Il n'y a rien à en attendre, alors rentrons nous-mêmes dans l'action !

Samedi 2 décembre, partout en France, soyons des dizaines de milliers à manifester pour l'arrêt des massacres à Gaza et contre la colonisation.

Chèque ou pas chèque, là n'est pas la question

Comme tous les ans, la direction fait durer le suspense sur le montant du chèque cadeau. 20, 30, 40, 50 euros... Évidemment ces quelques dizaines d'euros ne seront pas de trop dans nos portefeuilles, mais le montant est tellement dérisoire par rapport à la taille que représente le groupe La Poste, que c'est devenu une véritable plaisanterie d'en parler entre nous. Comme le disent certains, le minimum serait de rajouter un ou deux zéros pour que ça commence à ressembler à quelque chose.

Réprimé pour un stylo

Une salariée en nuit s'est fait réprimer pour avoir utilisé un stylo qui traînait en production. Autant dire qu'à ce prix là, nous pourrions tous nous faire virer.

Erreur de connexion

C'est déjà le parcours du combattant pour avoir une promotion, mais voilà que nous sommes nombreux à ne pas avoir pu nous connecter pour faire une demande de RAP. Le site indique qu'il y a une erreur d'identifiant. C'est déjà pénible toute cette ambiance que crée la boîte autour des rap, et voilà que maintenant il faut s'arracher les cheveux pour se connecter. De quoi donner envie de les envoyer bouler pour de bon.

S3c : Service Cadence Cadence Cadence

Dans un service qui est largement en sous-effectif depuis des années, la direction fait la chasse au temps mort et cherche à accélérer les cadences. C'est le seul moyen qu'elle a pour combler les trous. Mais à force de mettre la pression, la cocotte minute de la colère pourrait bien finir par exploser.

La Poste ou le choléra

L'intérim, qui concerne beaucoup de collègues de la PIC, n'est pas une situation souhaitable. Être intérimaire aujourd'hui, c'est être dans une situation précaire. C'est pouvoir perdre son boulot du jour au lendemain ou être changé de poste au bon vouloir de la direction. D'un autre côté, postuler à un CDI c'est voir son salaire diminuer d'au moins 200 euros, ce qui est inenvisageable pour beaucoup. Entre la peste de l'intérim et le choléra du CDI, il faudrait imposer une mesure de santé publique : des embauches et de vrais salaires !

3 fois 20 minutes

En nuit, une nouvelle activité consiste à dispatcher les journaux « 20 minutes » avant qu'ils ne soient récupérés par des collègues sous-traitants pour être distribués. Un travail qui mobilise plusieurs postiers dans une équipe déjà surchargée de choses à faire. Qui va remplacer les collègues qui vont manquer sur les quais et sur les machines ? Ceux qui nous trouvent toutes ces nouvelles activités feraient mieux de trouver aussi des bras pour les faire tourner.

Ils sont lourds avec leur Plume

Pour nos démarches, on ne peut accéder au site Plume que depuis l'intranet de l'entreprise. Il faut donc obligatoirement être sur le site de la PIC pour faire nos demandes d'allocation. Mais attention, pas pendant nos heures de travail, au risque de se faire réprimander par les chefs ! Sur nos quelques minutes de pause alors ? Ou bien peut être qu'il faut qu'on vienne à la PIC un dimanche, juste pour avoir le temps de faire nos démarches ?

40 ans de carrière, 5 minutes pour dire au revoir

Lors du pot de départ d'un collègue du concentrateur, nous étions nombreux d'autres services de l'après-midi à vouloir participer au pot pour souhaiter une bonne retraite à notre camarade. On nous a laissé 5 minutes pour y aller, pas une de plus. 5 minutes pour dire au-revoir à un collègue que l'on côtoie depuis des années pour certains d'entre nous... Voilà comment la PIC nous remercie pour nos années de travail en son sein !

C'est moins bien mais c'est plus cher

La MG, mutuelle historique de La Poste, où l'adhésion est obligatoire, vient d'annoncer une hausse de 5,5% des frais de santé et de 4% pour la prévoyance. Certaines garanties seront moins remboursées (comme les lunettes) et des prises en charges vont baisser (arrêts de travail de 45 à 90 jours, arrêts longue maladie...). La Poste et la MG justifient par le fait qu'il y a moins de cotisants, alors que c'est La Poste qui supprime les milliers d'emplois, quelle bande d'escrocs ! On paie plus, on est moins couverts : un racket organisé.

Inondations : livrés à nous mêmes

Nous sommes nombreux à avoir été touchés par les inondations de ces dernières semaines. Que ce soit parce qu'il a fallu allonger son temps de trajet pour éviter les routes inondées, parce qu'il a fallu aider des proches en difficulté, ou que nous ayons nous même eu les pieds dans l'eau dans nos maisons. Dans le Pas-de-Calais ce sont plus de 10 000 habitations qui sont sinistrées à cause de la tempête. Et dans bien des cas les habitants ont dû s'organiser par eux-mêmes pour sauver leurs biens ou pour faire garder leurs enfants dont les écoles étaient fermées. L'État qui dépense des sommes colossales pour sauver les grands patrons quand ils sont en difficulté, n'a pas la même générosité quand ce sont les travailleurs qui font face à des catastrophes.

Toutes nos publications sur

site : nouveaupartiantcapitaliste.fr

Youtube : [@Revolutionnaires_journal](https://www.youtube.com/@Revolutionnaires_journal)

Twitter : [@NPA_NouParAnti](https://twitter.com/NPA_NouParAnti)

Instagram : [@npanouveaupartiantcapitaliste](https://www.instagram.com/npanouveaupartiantcapitaliste)